

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Traite-FTA-Perou-Etats-Unis-provoque-un-massacre-indigene>

Traité FTA Pérou-Etats-Unis provoque un massacre indigène.

- Les Cousins - Pérou -

Date de mise en ligne : jeudi 30 septembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le massacre au Pérou met en lumière l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis

Le Jour Mondial de l'Environnement, 5 juin 2009, les indiens péruviens de l'Amazonie ont été massacrés par le gouvernement d'Alan García dans le dernier chapitre de guerre, d'une longue campagne pour prendre le contrôle des terres indigènes communautaires, provoquée par la signature de l'accord de libre-échange (FTA, en anglais) entre le Pérou et les États-Unis.

Trois hélicoptères MI-17, de la base *El Milagro* de la Police nationale du Pérou, ont décollé à six heures du matin du vendredi 5 juin 2009 pour voler sur une partie de la route péruvienne qui unit la jungle [amazonienne] à la côte septentrionale, occupée depuis dix jours par environ 5.000 personnes des peuples autochtones Awajun et Wampi.

Les hélicoptères ont lancé du gaz lacrymogène sur la foule (les témoins disent qu'ils ont aussi fait feu avec des mitrailleuses), tandis qu'un groupe d'agents attaquaient simultanément la barricade par terre, en utilisant des fusils AKM. Environ 500 policiers ont tiré à volonté contre les manifestants, qui en majorité dormaient encore. Ils ont blessé par tirs des centaines de personnes et ils en ont tué entre 20 et 25.

Quelques jours après le choc, le gouvernement a proclamé que les indigènes avaient tué 23 agents de police et que seuls seulement 11 indigènes sont morts. Les organisations indigènes ont fait savoir que leur communauté a eu 50 morts et ont rapporté jusqu'à 400 disparus. Selon des rapports de témoins, les militaires ont brûlé des corps et ils les ont jetés à la rivière pour cacher le massacre, et aussi ont été fait prisonniers les blessés qui se trouvaient dans les hôpitaux. Tandis que le nombre de morts diffère, il n'y avait pas de doutes que le gouvernement avait envoyé les forces armées pour écraser un mouvement pacifique qui était resté actif 57 jours durant, dans cinq régions de la jungle : Amazonas, Cusco, Loreto, San Martin et Ucayali.

Le conflit a commencé le 9 avril, quand les peuples de l'Amazone se sont mobilisés pour bloquer des routes, des oléoducs et des gazoducs pour protester contre la mise en pratique d'une série de décrets émis après que l'Accord de Libre-échange avec les Etats-Unis. Mais la situation a empiré le 4 juin, quand le gouvernement de García a arrêté le Congrès alors qu'y était discutée l'abrogation des décrets, rejetés par les peuples autochtones et déclarés inconstitutionnels par une *Commission de Constitution*.

Le FTA Pérou-Etats-Unis a été signé le 8 décembre 2005 à Washington par le président de l'époque George W. Bush et par Alan García. Il a été ratifié par le Pérou en juin 2006 et en décembre 2007, par le congrès des Etats-Unis. Le 19 décembre 2007, le Congrès du Pérou a octroyé les pleins pouvoirs au gouvernement pour légiférer durant six mois devant les problèmes dérivés du décret d'application du FTA. Avec le mandat donné par ces pouvoirs spéciaux, l'exécutif a élaboré 99 décrets législatifs (DL) de concessions pétrolières et de gaz qui sont à la racine de l'actuel conflit indigène. L'accord est entré en vigueur le 1 février 2009.

En réponse à la manifestation indigène, le président García a dit qu'il y avait « une conspiration en marche pour essayer de nous priver de faire usage de notre richesse naturelle ». García s'est référé ainsi à l'intransigeante opposition féroce des indigènes du pays à 10 de ces 99 DL sanctionnés par son gouvernement qui ouvrent la terre indigène aux investissements des multinationales privées pour extraire du pétrole, pour exploiter les mines et les terres agricoles, y compris les plantations de biocombustibles.

Les DL les plus discutables portent les numéros 1015 et 1073 qui, après ont été déclarés décrets inconstitutionnels, modifient le nombre de votes requis pour vendre les terres communales indigènes (avec à peine trois votes pourraient être mises en vente les terres des communautés).

Traité FTA Pérou-Etats-Unis provoque un massacre indigène.

Le DL 1083 (Promotion de l'usage efficient et protection des ressources hydriques) favorise la privatisation de l'eau de la part de grands consommateurs, tels comme les entreprises minières. Les DL 1081, 1079 et 1020 dérèglementent divers aspects de la législation dans des zones d'exploitation minière, de bois et des hydrocarbures.

Cependant, le DL 1090 (Sylviculture et loi de faune végétale) est au coeur du conflit, parce qu'il laisse 45 millions d'hectares en dehors du cadre de la sylviculture c'est-à-dire 64 % des bois du Pérou, y compris sa biodiversité en flore et en faune, en permettant de vendre cette terre communautaire aux entreprises transnationales.

Basé sur sa logique de transformer tout en marchandise, García soutient que « la première ressource est l'Amazone ». Il propose de diviser 63 millions d'hectares en lots de 5.000, 10.000, et 20.000 hectares, en argumentant que la terre vendue dans « de grandes portions attirera l'investissement à long terme et la haute technologie ». García a observé que ne doivent pas « être cédées de petites portions de terre aux familles pauvres qui n'ont pas un centime pour investir », sans faire aucune mention du fait que ces terres sont la propriété collective de communautés indigènes.

Le 9 avril, plus de 1.000 communautés se sont mises d'accord pour commencer à manifester. Le 18 avril, le Premier ministre Yehude Simon a qualifié les demandes indigènes de « capricieuses ». Le 5 mai, les évêques de 8 diocèses catholiques ont exigé que le président García abroge les décrets, en les déclarants « une menace pour l'Amazone ». Le 10 mai, le gouvernement a annoncé l'état d'urgence dans les cinq régions du pays où se sont élevées les barricades et les blocus de ports et d'oléoducs.

Hugo Blanco, un militant péruvien bien connu et rédacteur du mensuel [Lucha Indígena](#) [Lutte Indigène], a indiqué dans sa colonne : « Après 500 ans de silence imposé, les peuples de l'Amazone reçoivent l'appui des gens du Pérou et du monde entier. Il se pourrait que la plus grande réussite de cette campagne ait été de rendre ces nationalités visibles, en tissant un réseau entre les divers secteurs du pays, divisés par ceux qui les dominent. Parce qu'en défendant l'Amazone nous défendons la vie de toute l'humanité ; et en ne cédant pas à la tromperie du gouvernement. Se réécrit l'histoire, en récupérant pour tous le sens du mot dignité ».

Raúl Zibechi et Milagros Salazar
Brecha/IPS, le 30 septembre 2010

Sources :

- ▶ **Raul Zibechi**, Translated by Laura Carlson, « [Massacre in the Amazon :The U.S.-Peru Free Trade Agreement Sparks à Battle Over Land and Resources](#) » |Amériques Program, Center for International Policy, June 16, 2009,
- ▶ **Milagros Salazar**, « [Police Are Throwing Bodies in the River, Say Native Protesters](#) » Inter Press Service, June 9, 2009,

Chercheurs étudiants : Kelsea Arnold, Sonoma State University

Evaluateur académique : Eric McGuckin, Sonoma State University.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi